

GE_GERICHTE C/22371/2018 vom 8. Dezember 2020

GE Cour de justice, 2020-12-08, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_22371_2018

FR: GE_GERICHTE C/22371/2018 du 8 décembre 2020

IT: GE_GERICHTE C/22371/2018 del 8 dicembre 2020

Volltext

Genève Cour de Justice (Cour civile) Chambre de surveillance 02.12.2021 C/22371/2018

C/22371/2018 DAS/217/2021 du 02.12.2021 sur DTAE/6595/2020 (PAE) , SANS OBJET

Par ces motifs republique et canton de geneve POUVOIR JUDICIAIRE C/22371/2018-CS

DAS/217/2021 DECISION DE LA COUR DE JUSTICE Chambre de surveillance DU

JEUDI 2 DECEMBRE 2021 Recours (C/22371/2018-CS) formé en date du 8 décembre

2020 par Madame A_____, domiciliée _____ (Genève), comparant en personne. * * * *

* Décision communiquée par plis recommandés du greffier du 3 décembre 2021 à : -

Madame A_____ c/o Résidence D_____ Chemin _____, _____ [GE]. - Maître

B_____ Place _____, Genève. - TRIBUNAL DE PROTECTION DE L'ADULTE ET DE

L'ENFANT . Vu, EN FAIT , la procédure relative à A_____, née le _____ 1940,

originaire de E_____ (Berne); Vu l'ordonnance DTAE/5922/2018 rendue le 5 octobre 2018 par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (ci-après: Tribunal de protection)

laquelle institue, sur mesures superprovisionnelles, une curatelle de représentation et de gestion en faveur de A_____ couvrant sa représentation dans les rapports avec les tiers,

son assistance personnelle et la gestion de ses revenus et charges, et désigne pour ce faire

deux collaborateurs du Service de protection de l'adulte aux fonctions de curateurs (SPAD);

Vu l'ordonnance DTAE/5339/2019 rendue le 5 juillet 2019 par le Tribunal de protection

laquelle, sur mesures provisionnelles, libère les curateurs susnommés de leurs fonctions et

désigne derechef en lieu et place C_____, avocate, à la fonction de curatrice provisoire;

Vu l'ordonnance DTAE/1141/2020 rendue le 18 février 2020 par le Tribunal de protection

laquelle, sur mesures provisionnelles, libère la curatrice provisoire précitée de ses fonctions

et désigne, en lieu et place, B_____, avocat, à titre de curateur; Vu l'autorisation, valant

décision DTAE/6595/2020 , accordée le 12 novembre 2020 par le Tribunal de protection à

B_____, curateur provisoire, de résilier les garde-meubles loués par la personne

concernée, de tenter de vendre les affaires entreposées et de les débarrasser pour le surplus;

Attendu que ladite décision a été communiquée à A_____ pour notification le 13

novembre 2020; Vu le recours interjeté le 8 décembre 2020 par A_____ contre la décision

DTAE/6595/2020 du 12 novembre 2020; Vu la volonté du Tribunal de protection de

reconsidérer la décision querellée manifestée par courrier du 25 janvier 2021 à l'adresse de

la Chambre de surveillance de la Cour de justice; Vu la réponse au recours formée le 8

février 2021 par B_____; Vu la nouvelle ordonnance DTAE/6109/2021 rendue le 2

septembre 2021 par le Tribunal de protection, laquelle, sur reconsidération, renonce à

procéder à la liquidation des biens meubles de la personne concernée et, pour le surplus,

maintient la curatelle de représentation et de gestion, relève B_____, avocat, de ses

fonctions de curateur provisoire et désigne en lieu et place deux collaborateurs du Service

de protection de l'adulte aux fonctions de curateurs (ch. 1 à 4 et 6 du dispositif); Que la

nouvelle décision DTAE/6109/2021 du 2 septembre 2021 est entrée en force à ce jour,

aucun recours n'ayant été interjeté par A_____ à l'échéance du délai, soit le 29 novembre

2021; Considérant, EN DROIT , qu'en cas de reconsidération de la décision attaquée par l'autorité de première instance, la cause est rayée du rôle de la Cour, le recours interjeté étant devenu sans objet; Que la procédure n'est pas gratuite (art. 19 al. 1 LaCC; 67A et B du Règlement fixant le tarif des frais en matière civile); Qu'en l'espèce toutefois la Chambre de surveillance renoncera à percevoir un émolument (art. 19 al. 5 LaCC); Qu'une avance de frais a été versée à hauteur de 400 fr. par la recourante; Qu'elle lui sera restituée vu l'issue de la procédure. * * * * PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : Déclare sans objet le recours formé le 8 décembre 2020 par A_____ contre la décision DTAE/6595/2020 rendue le 12 novembre 2020 par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant dans la cause C/22371/2018. Dit que la présente décision ne donne pas lieu à perception d'un émolument. Invite les Services financiers du Pouvoir judiciaire à restituer à A_____ l'avance de frais de 400 fr. perçue. Cela fait : Raye la cause du rôle. Siégeant : Monsieur Cédric-Laurent MICHEL, président; Mesdames Paola CAMPOMAGNANI et Jocelyne DEVILLE-CHAVANNE, juges; Madame Carmen FRAGA, greffière. Indication des voies de recours : Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral - 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.